

Première Partie : Navigation Aérienne

Titre II : du Personnel Aéronautique.

Chapitre Premier : Dispositions Générales.

Article 26 : Catégories de personnel : Le personnel aéronautique visé au présent décret comprend, d'une part, le personnel navigant, composé des membres de l'équipage de conduite et du personnel complémentaire, et d'autre part, le personnel technique à terre.

Article 27 : Licences et qualifications : Nul ne peut exercer une fonction en qualité de membre de l'équipage de conduite d'un aéronef marocain, ni exercer une fonction technique, telle que contrôleur de la circulation aérienne, mécanicien d'entretien, agent technique d'exploitation, s'il n'est titulaire d'une licence en cours de validité correspondant à ses fonctions:

Sur la licence peuvent, être portées certaines mentions, appelées qualifications, accordant au titulaire certains privilèges ou subordonnant l'exercice de la licence à certaines conditions ou restrictions. ,

Article 28 : Autorité compétente : Le directeur de l'air délivre, renouvelle ou valide licences et qualifications conformément aux dispositions du présent décret et des arrêtés pris pour son exécution par le ministre des travaux publics.

Chapitre II : Licences Et Qualifications.

Article 29 : Licences de pilotes : Les licences dont les pilotes d'aéronef peuvent être titulaires sont les suivantes :

- a) Licence d'élève pilote, qui permet à son titulaire de recevoir une instruction pratique en vol et d'augmenter son habilité jusqu'au niveau nécessaire pour obtenir une licence d'une catégorie supérieure, ou de s'entraîner en vue du renouvellement d'une licence de pilote qui a cessé d'être valide ;
- b) Licence de pilote privé d'avion, qui permet à son titulaire de conduire tout avion qui n'est pas exploité contre rémunération ; deux classes de licence de pilote privé d'avion peuvent être instituées par arrêté du ministre des travaux publics ;
- c) Licence de pilote privé d'hélicoptère, qui permet à son titulaire de conduire tout hélicoptère qui n'est pas exploité contre rémunération ;
- d) Licence de pilote professionnel d'avion, qui permet à son titulaire de conduire, en tant que pilote commandant de bord, un avion utilisé pour des services privés ou de travail aérien ou pour des services non réguliers sur des aéronefs dont le poids maximum n'excède pas 5.700 kilogrammes, et en tant que copilote, un aéronef utilisé pour un transport aérien ;
- e) Licence de pilote professionnel de première classe d'avion, qui permet à son titulaire d'exercer les privilèges du pilote professionnel et, en outre, de conduire, en tant que pilote commandant de bord, tout avion dont le poids maximum ne dépasse pas 14.000 kilogrammes et tout avion dont le maximum est entre 14.000 kilogrammes et 20.000 kilogrammes à condition que ce dernier ne transporte pas de passagers contre rémunération ;
- f) Licence de pilote professionnel d'hélicoptère, qui permet à son titulaire de conduire tout hélicoptère utilisé contre rémunération pour des services de travail aérien ou de transport commercial ;

- g) Licence de pilote de ligne, qui permet à son titulaire d'exercer les privilèges de pilote professionnel de première classe et de conduire, en tant que commandant de bord, tout avion de transport aérien régulier ;
- h) Licence de pilote de planeur, qui permet à son titulaire, suivant la classe de sa licence, de conduire un planeur transportant ou non des passagers.

Article 30 : Qualifications de pilotes : Les qualifications qui peuvent être mentionnées sur une licence de pilote sont les suivantes :

- a) Qualification de type spécifiant le type d'aéronef utilisé pour les épreuves de la licence ;
- b) Qualification de vol aux instruments, qui permet au titulaire de conduire un aéronef conformément aux règles de vol aux instruments (I.F.R.) ;
- c) Qualification d'instructeur de vol, qui permet au titulaire de donner l'instruction de vol dans des conditions fixées par arrêté du ministre des travaux publics ;
- d) Qualification de vol rasant, qui permet au titulaire d'effectuer des travaux agricoles aériens.

Article 31 : Autres membres du personnel de conduite : Les navigateurs, mécaniciens navigants, radionavigants, qui constituent avec les pilotes le personnel de conduite des aéronefs, doivent être titulaires de licences leur permettant d'exercer des fonctions correspondantes à bord de tout aéronef.

La licence de radionavigant ne peut être délivrée qu'au titulaire d'un certificat d'opérateur radiotélégraphiste délivré par l'administration des postes, des télégraphes et des téléphones. La qualification de radiotéléphonie ne peut être délivrée qu'au radionavigant titulaire du certificat général d'opérateur radiotéléphoniste délivré par l'administration des postes, des télégraphes et des téléphones. La qualification de radiotéléphonie, mentionnée sur une licence de radionavigant, permet à son titulaire d'assurer à bord les communications téléphoniques dans les langues dont il a justifié une connaissance suffisante.

Article 32 : Personnel à terre : Les licences de contrôleur de la circulation aérienne, pour lesquelles il existe trois sortes de qualifications, contrôle d'aérodrome, contrôle d'approche et contrôle régional, permettent à leurs titulaires d'exercer les fonctions correspondant à la qualification qui y est mentionnée.

Les licences de mécanicien d'entretien d'aéronef, dont il peut exister plusieurs catégories, permettent à leurs titulaires, à défaut d'un organisme agréé, soit d'établir, après réparation ou modification peu importante, une fiche d'entretien ou certificat de sécurité de vol, soit d'attester, après révision, réparation ou modification, qu'un aéronef est apte au vol.

Les licences d'agent technique d'exploitation permettent à leurs titulaires d'être employés dans le cadre d'une méthode approuvée de surveillance de vols.

Article 33 : Personnel complémentaire : Aucune licence n'est exigée du personnel complémentaire navigant, tels que stewards, hôtesses, qui peuvent cependant être titulaires de qualifications ou certificats, tel un certificat de sécurité et sauvetage.

Article 34 : Conditions à remplir et examens : Les conditions d'âge, d'aptitude physique et mentale, de connaissances, théoriques et pratiques, d'expérience et d'habileté que doivent remplir les candidats aux licences, qualifications et certificats énumérés aux articles précédents, ainsi que les examens et épreuves qu'ils doivent subir, sont fixés par arrêté du ministre des travaux publics en conformité des dispositions de la réglementation internationale en vigueur.

Les divers examinateurs sont désignés par le ministre des travaux publics sur proposition du directeur de l'air et, en ce qui concerne les médecins chargés de déterminer l'aptitude physique et mentale des candidats, après avis du ministre de la santé publique.

Tout candidat doit payer un droit d'examen dont le montant est fixé par arrêté du ministre des travaux publics, après avis du ministre des finances.

Article 35 : Délivrance et renouvellement des licences : Le directeur de l'air délivre aux candidats, qui ont subi avec succès les examens et épreuves prévues, une licence établie, en ce qui concerne le format, la couleur, les mentions et annotations, conformément aux dispositions de la réglementation internationale en vigueur, et rédigée en langues arabe et française.

Les licences sont renouvelées sur demande présentée dans les limites maxima de validité fixées par arrêté

du ministre des travaux publics à condition que le requérant possède toujours la compétence requise et que son aptitude physique et mentale soit jugée satisfaisante.

Les qualifications restent valides pendant la durée de validité des licences sur lesquelles elles sont mentionnées.

Article 36 : Validation : Lorsqu'une licence ou une qualification a été délivrée par l'autorité compétente d'un Etat étranger, le directeur de l'air peut, soit reconnaître et valider licence et qualification, soit délivrer une nouvelle licence et y mentionner la même qualification si les conditions de leur délivrance sont au moins équivalentes aux conditions minima fixées par la réglementation internationale en vigueur.

Chapitre III : Commandant de Bord.

Article 37 : Commandant de bord : Les fonctions de commandant de bord sont normalement exercées par un pilote.

En cas d'empêchement, de disparition ou de décès du pilote commandant de bord, le commandement de l'aéronef est assuré par les autres membres de l'équipage suivant l'ordre de la liste d'équipage.

Les fonctions, droits, obligations et responsabilités du pilote commandant de bord sont définis par le présent décret et les arrêtés d'exécution.

Chapitre IV : Durée du Travail En Vol.

Article 38 : Durée du travail : La durée du travail du personnel aéronautique professionnel de transport public et de travail aérien est fixée par arrêté du ministre des travaux publics.

Article 39 : Carnet de vol : Tout titulaire d'une licence le personnel navigant doit être détenteur d'un carnet de vol dont le modèle est fixé par arrêté du ministre des travaux publics, sur lequel sont inscrites la nature et la durée des vols qu'il effectue.

Ce carnet doit être communiqué aux services de contrôle sur leur demande, et à la direction de l'air au moment de la délivrance, du renouvellement ou de la validation d'une licence.

Aux fins du présent article, le temps de vol est le temps décompté depuis le moment où l'aéronef commence à se déplacer par ses propres moyens en vue du décollage jusqu'au moment où il s'immobilise à la fin du vol.